

PRÉFET DE LA SARTHE

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE
L'APPUI TERRITORIAL
Bureau de l'environnement et de
l'utilité publique

Arrêté n° DCPAT2017-0486 du 24 août 2017

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation unique
présentée par la SAS ÉOLIENNES DE TRENTE ARPENTS
en vue de l'exploitation d'une installation terrestre de production d'électricité à
partir de l'énergie mécanique du vent comprenant notamment 7 aérogénérateurs
et 3 postes de livraison sur le territoire des communes de SAINT-AIGNAN et
JAUZÉ

Le Préfet de la Sarthe
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment le Titre 2 du Livre I, et le Titre 1er du Livre V ;

Vu la colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.421-1 ;

Vu le code de l'énergie et notamment les articles L. 311-1 et L. 323-11 ;

Vu l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article 14 ;

Vu l'article 15 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu la demande d'autorisation unique (demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement, demande de permis de construire au titre de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme, demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie, demande d'approbation de projet d'ouvrage privé de raccordement au titre de l'article L.323-11 du code de l'énergie), présentée par la SAS Éoliennes de Trente Arpents dont le siège social se situe 215 rue Samuel Morse Le Triade II - Parc Millénaire II - 34000 MONTPELLIER, en vue de l'exploitation d'une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent comprenant notamment 7 aérogénérateurs et 3 postes de livraison sur le territoire des communes de Saint-Aignan et Jauzé ;

Vu l'étude d'impact et les plans joints à la demande d'autorisation unique ;

Vu le rapport d'examen préalable en date du 5 juillet 2017 de l'inspection des installations classées relatif à la recevabilité du dossier ;

Vu la décision n°E17000181/44 du 20 juillet 2017 rendue par le premier vice-président du tribunal administratif de Nantes désignant Monsieur Bernard RIOUAL en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 7 août 2017, relatif à l'évaluation environnementale de l'étude d'impact du projet ;

Considérant que l'activité exercée par cet établissement, est soumise à autorisation sous la rubrique n° 2980-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et qu'il y a lieu d'ouvrir une enquête publique sur la demande susvisée ;

Considérant qu'il appartient au préfet d'organiser l'enquête publique ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, et après concertation avec le commissaire enquêteur ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La demande d'autorisation unique présentée par la SAS EOLIENNES DE TRENTE ARPENTS, en vue d'obtenir :

- l'autorisation du préfet de la Sarthe au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement pour l'exploitation d'une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent comprenant notamment 7 aérogénérateurs et 3 postes de livraison sur le territoire des communes de SAINT-AIGNAN et JAUZÉ,
- l'autorisation du préfet de la Sarthe de construire ladite installation au titre de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme,
- l'autorisation du préfet de la Sarthe d'exploiter ladite installation au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie,
- l'approbation du préfet de la Sarthe de raccordement de projet d'ouvrage privé au titre de l'article L.323-11 du code de l'énergie,

fera l'objet d'une enquête publique ouverte pendant une durée de 34 jours, **du 20 septembre 2017 au 23 octobre 2017 à 12h00**, en mairies de **Saint-Aignan** et **Jauzé**. La mairie de Saint-Aignan est désignée mairie siège de l'enquête.

La durée de cette enquête pourra être prorogée, sans pour autant excéder une durée totale de 15 jours.

ARTICLE 2 : En sa qualité de commissaire enquêteur titulaire désigné par Monsieur le premier vice-président du Tribunal Administratif de Nantes, Monsieur Bernard RIOUAL, ingénieur agricole en retraite, diligentera l'enquête. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption de l'enquête.

Pendant toute la durée de cette enquête, le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations, propositions et contre propositions sur un registre ouvert à cet effet, en mairies de Saint-Aignan et Jauzé, aux jours et heures ordinaires d'ouverture des services au public. Il pourra également adresser toute correspondance relative à l'enquête, à l'attention du commissaire enquêteur, à la mairie de Saint-Aignan, correspondance qui sera inventoriée et annexée au registre d'enquête publique.

En outre, les observations écrites et orales du public seront également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures fixés à l'article 4 du présent arrêté.

Toute observation peut par ailleurs, soit être déposée sur le site internet des services de l'État en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr - rubriques « Publications » - « Consultations et enquêtes publiques » sélectionner la commune de Saint-Aignan, soit directement par mail à l'adresse fonctionnelle suivante de la préfecture de la Sarthe « pref-utilite-publique@sarthe.gouv.fr », en précisant dans le sujet du message électronique, l'objet de l'enquête.

Celles-ci seront communiquées par le préfet au commissaire enquêteur, annexées dans les meilleurs délais par ce dernier au registre d'enquête situé au siège de l'enquête et seront consultables sur le site internet des services de l'Etat en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr – rubrique « Publications » - « Consultations et enquêtes publiques » - sélectionner la commune - « contributions »).

Pendant toute la durée de l'enquête, un accès gratuit au dossier est également ouvert au public sur le poste informatique partagé situé devant la porte 10, au rez-de-chaussée de la préfecture de la Sarthe, aux jours et heures ordinaires d'ouverture des services au public.

ARTICLE 3 : Cette enquête sera annoncée quinze jours au moins avant son ouverture et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci, par les soins du préfet et aux frais du demandeur dans les quotidiens «LE MAINE LIBRE» et «OUEST-FRANCE» éditions de la Sarthe.

Un avis au public est affiché aux frais du demandeur, dans un rayon de 6 km autour de l'établissement dont il est question, par les soins du maire de chaque commune concernée, à savoir : AVESNE-EN-SAOSNOIS, BEAUFAY, BONNÉTABLE, BRIOSNES-LES-SABLES, CONGÉ-SUR-ORNE, COURCEMONT, COURCIVAL, DANGEUL, DISSÉ-SOUS-BALLON, JAUZÉ, MAROLLES-LES-BRAULTS, MEZIÈRES-SUR-PONTHOUIN, MONCÉ-EN-SAOSNOIS, MONHOUDOU, NAUVAY, PERAY, ROUPERROUX-LE-COQUET, SAINT-AIGNAN, SAINT-COSME-EN-VAIRAIS, SAINT-PIERRE-DES-ORMES, SAINT-VINCENT-DES-PRÉS et TERREHAULT. L'affichage a lieu à la mairie, **visible de l'extérieur, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci**, de manière à assurer une bonne information du public.

Cet avis, publié en caractères apparents, précise notamment l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, l'emplacement sur lequel il devra être réalisé, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique ; il indique le nom du commissaire enquêteur et fait connaître les jours et heures où le commissaire enquêteur recevra les observations des intéressés ainsi que les lieux où il pourra être pris connaissance du dossier et l'adresse électronique à laquelle le public pourra transmettre ses observations et proposition. Cet avis est consultable sur le site internet des services de l'État en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr – rubriques « Publications » - « consultations et enquêtes publiques » sélectionner la commune de Saint-Aignan).

L'accomplissement de cet affichage pendant toute la durée de l'enquête sera certifié par les maires des communes susvisées.

Sur le site de l'installation projetée, visible et lisible des voies publiques ou des espaces ouverts au public, un avis au public est affiché aux frais du demandeur et par celui-ci. Cet affichage doit respecter le formalisme prescrit par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 (format A2, titre en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et informations en caractères noirs sur fond jaune) et doit être effectué au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête publique.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recueillir ses observations en mairies de Saint-Aignan et de Jauzé, lieux où le dossier peut être consulté aux jours et heures suivants :

- à la mairie de Saint-Aignan : le mercredi 20 septembre 2017 de 16h00 à 19h00
- à la mairie de Saint-Aignan : le vendredi 29 septembre 2017 de 09h00 à 12h00
- à la mairie de Saint-Aignan : le samedi 07 octobre 2017 de 10h00 à 13h00
- à la mairie de Jauzé : le jeudi 19 octobre 2017 de 10h00 à 13h00
- à la mairie de Saint-Aignan : le lundi 23 octobre 2017 de 09h00 à 12h00

Il sera autorisé à utiliser sa voiture personnelle pour les déplacements concernant cette enquête.

Il tiendra un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé, sur lesquels seront consignées toutes les observations écrites qui pourraient être présentées sur le projet par les tiers intéressés, respectivement dans les mairies de Saint-Aignan et de Jauzé.

Le commissaire enquêteur proposera toutes mesures propres à assurer la plus large information du public ; il pourra notamment demander la prorogation de l'enquête sans que la durée totale de celle-ci n'excède 15 jours et organiser une réunion publique.

Les registres d'enquête à feuillets non mobiles seront clos et signés par le commissaire enquêteur.

ARTICLE 5 : A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera dans la huitaine le demandeur et lui communiquera les observations écrites et orales qu'il aura consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de 15 jours maximum ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur adresse les dossiers de l'enquête accompagnés des registres avec les pièces annexées et son rapport, conclusions motivées et avis, au Préfet de la Sarthe - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial - Bureau de l'environnement et de l'utilité publique.

En tout état de cause et conformément aux dispositions de l'article L.123-15 du code de l'environnement, à compter de la clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur dispose d'un délai maximal de 30 jours pour envoyer son rapport et ses conclusions et avis au Préfet de la Sarthe. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé par le préfet, à la demande du commissaire enquêteur, après avis du responsable du projet.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance, en préfecture ou aux mairies des communes d'implantation, ainsi que sur le site internet de l'État en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr – rubriques « publications » - « consultations et enquêtes publiques » sélectionner la commune), du rapport et des conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur, ainsi que du mémoire en réponse éventuel du demandeur, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 6 : Le dossier soumis à l'enquête comprend notamment un résumé non technique et une étude d'impact qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le dossier d'enquête et l'avis de l'autorité environnementale sont consultables sur le site internet des services de l'État en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr - rubrique « publications – consultations et enquêtes publiques » sélectionner la commune).

Ce dossier peut être consulté à la préfecture au bureau de l'environnement et de l'utilité publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

Toute demande d'information sur le projet peut être prise auprès de la SAS EOLIENNES DE TRENTE ARPENTS, représentée par M. Robin DELOURME, 215 rue Samuel Morse Le Triade II - Parc Millénaire II – 34000 Montpellier – Tél : 06.17.32.48.33.

ARTICLE 7 : Au terme de la procédure, une autorisation unique assortie de prescriptions ou un refus, concernant l'exploitation d'une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, pourra être adoptée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS et les maires des communes de SAINT-AIGNAN, JAUZÉ, AVESNE-EN-SAOSNOIS, BEAUFAY, BONNÉTABLE, BRIOSNES-LES-SABLES, CONGÉ-SUR-ORNE, COURCEMONT, COURCIVAL, DANGEUL, DISSÉ-SOUS-BALLON, MAROLLES-LES-BRAULTS, MEZIÈRES-SUR-PONTHOUIN, MONCÉ-EN-SAOSNOIS, MONHOUDOU, NAUVAY, PERAY, ROUPERROUX-LE-COQUET, SAINT-COSME-EN-VAIRAIS, SAINT-PIERRE-DES-ORMES, SAINT-VINCENT-DES-PRÉS et TERREHAULT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au commissaire enquêteur titulaire, ainsi qu'au demandeur.

Le Préfet

Pour le Préfet,
la directrice de cabinet

Juliette PART